

CHAPITRE III :

Les États-Unis : de la désindustrialisation à la déflation

L'économie américaine de l'après guerre se caractérise, jusqu'au premier choc pétrolier, par une surprenante inertie des grandes variables macroéconomiques. Inertie de la croissance, en particulier pour les activités non manufacturières. Inertie des structures de production et de demande. Inertie des gains de productivité et des salaires réels.

La contrepartie de ces inerties, au cours des vingt dernières années, se lit d'une part dans la montée des déséquilibres (chômage, déficits publics, taux de change réel,...) et d'autre part dans la soudaineté des ruptures (chute de la productivité non-manufacturière au cours du cycle 1962-1966, ralentissement de la croissance des gains de productivité manufacturière et freinage des salaires réels après 1973).

I — Bilan macroéconomique : 1957-1980

En se limitant à une discussion des principales grandeurs macroéconomiques désagrégées au niveau bisectoriel, on rappellera les grandes lignes des évolutions qui ont marqué les années soixante et soixante-dix.

1. 1957-1966 : dynamisme industriel et croissance

Les années 1957 à 1966 correspondent à une longue phase d'accélération de la croissance et des gains de productivité culminant au cours du cycle 1962-1966. La robustesse de l'expansion est largement soutenue par une politique budgétaire sur les bienfaits de laquelle le consensus est quasi-général. De cette époque datent cependant les premières analyses économiques relevant la modération de la croissance aux États-Unis par rapport aux performances des autres grands pays¹.

1. Denison, *The sources of economic growth in the United States and the alternatives before us*, Committee on economic development, 1962, Washington.

L'industrie; secteur moteur de l'économie

La forte croissance de ces dix années est largement tirée par la consommation, trait caractéristique des États-Unis mais aussi du Royaume-Uni et de la France. Le poids des dépenses publiques (23,8 % du PIB) demeure extrêmement important après la période exceptionnelle de l'après guerre où celles-ci contribuaient pour près de 45 % à l'expansion de la demande finale. Enfin, phénomène notable, le boom de l'accumulation de la fin de période se traduit, pour la moyenne des années 1957-1966, par une montée du taux d'investissement global de l'économie américaine.

Le dynamisme du secteur manufacturier qui connaît alors son intensité maximum se traduit par une expansion de la part de celui-ci dans le volume de la valeur ajoutée totale. A une croissance particulièrement forte sont associés des gains de productivité du travail dans les secteurs industriels (tableau III.A). Cette concomitance de la productivité et de la croissance est comme on le verra essentielle pour comprendre les enchaînements économiques de ces dix années. Elle s'oppose nettement à l'inertie de la productivité non-manufacturière qui progresse en moyenne de 3 % chaque année depuis 1948 sans être infléchi à la hausse ou à la baisse par les évolutions cycliques.

Secteur moteur de cette dernière grande phase de croissance le secteur manufacturier ne contribue que modérément à l'emploi. Les quelques neuf millions d'emplois qu'a créés l'économie américaine entre 1957 et 1966 sont pour plus des trois quarts le fait de la puissance publique et des secteurs non-manufacturiers (tableau III.3.). Le Gouvernement en accroissant chaque année d'environ 350 000 le nombre des fonctionnaires est resté sur les tendances de l'immédiat après guerre.

L'ouverture globale de l'économie américaine demeure extrêmement modeste au cours des années soixante surtout si on la compare aux principaux pays européens pour lesquels le ratio exportations/PIB (en volume) est trois à quatre fois plus élevé. Par ailleurs c'est encore largement en position dominante que l'appareil productif américain affronte la contrainte internationale. Malgré un dollar nettement surévalué la balance commerciale est globalement excédentaire et le solde des échanges de produits manufacturés, en valeur, s'élève à près de 4 % de la valeur ajoutée manufacturière.

Des conditions de valorisation internes défavorables à l'industrie

La faible élasticité de l'inflation aux fluctuations de l'activité marque les années 1957 à 1966. Au niveau de l'industrie il s'avère que l'extrême

tension des capacités de production au cours des années 1962 à 1966, loin de pousser au dérapage inflationniste, s'est accompagnée d'un taux de croissance de 0,5 % du prix de valeur ajoutée, chiffre le plus bas de tout l'après guerre.

Cette inertie des tendances inflationnistes de l'économie américaine se retrouve au niveau de l'évolution des salaires réels. Dans les deux secteurs le rythme de progression du salaire réel se stabilise à un taux qui sera maintenu jusqu'au premier choc pétrolier (tableaux III.E. et III.F.).

C'est au cours de la période étudiée que s'amorce l'érosion tendancielle du prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière. Celle-ci résulte de la conjonction de deux dynamiques macroéconomiques (tableau III.D.). D'un côté la progression de la productivité de l'industrie américaine fait que l'écart se creuse entre secteurs manufacturier et non-manufacturier. De l'autre côté la montée des tensions sur le marché du travail durant cette période, qui s'aggrave jusqu'à la surchauffe du milieu des années soixante, autorise un mouvement de rattrapage des salaires industriels par les salaires non industriels. Alors que le salaire moyen par tête dans l'industrie manufacturière était supérieur de 26,8 % aux salaires du reste de l'économie en 1957 la différence n'est plus que de 22,9 % en 1967.

Rentabilité industrielle et dynamisme de l'accumulation

Le prélèvement qui s'effectue ainsi au détriment du secteur manufacturier reste cependant modéré en termes d'évolutions moyennes, comme le montre le tableau III.E qui présente une décomposition de la rentabilité manufacturière.

La dégradation des termes de l'échange interne ne fait qu'atténuer, à travers la hausse du prix relatif de la consommation, l'impact positif des gains de productivité sur les marges du secteur manufacturier. Et de même au niveau de la formation du taux de profit, l'importance des mouvements de prix relatifs reste négligeable. Il est clair que ce sont essentiellement les gains de productivité qui expliquent l'amélioration des marges et des profits manufacturiers entre 1957 et 1966.

L'inertie structurelle de la progression des salaires réels autorise un transfert intégral de l'accélération des gains de productivité du travail dans les marges des deux secteurs. Enfin l'exceptionnelle progression de la productivité apparente du capital dans l'industrie contribue de manière décisive à l'accroissement du taux de profit.

C'est ainsi l'efficacité spécifique de l'industrie manufacturière qui a permis d'établir les conditions nécessaires à un redémarrage sain de l'accumulation après le sous-investissement marqué des dix années précé-

dentés. Le taux d'investissement manufacturier qui avait décliné de 2,4 % par an en moyenne entre 1948 et 1957 voit sa chute s'arrêter et s'accroît de plus de 6,5 % par an entre 1962 et 1966 sans que se dégradent les conditions de financement des entreprises.

* *
*

Au total la période 1957-1966 qui voit une amélioration continue du dynamisme de l'industrie manufacturière s'achève sur une phase d'accélération de la croissance difficilement soutenable à long-terme. Les très forts gains de productivité industrielle, la hausse continue des profits et l'effort exceptionnel d'investissement ont pour contrepartie un emballement de la cote des actions en bourses significatif. Sous-jacente à cette euphorie apparaît déjà la montée de tensions qui annoncent son caractère éphémère. Tensions sur le marché du travail où la chute du taux de chômage en dessous du taux « naturel » de 4 % pousse à la hausse les salaires réels et réduit l'avantage relatif des salaires manufacturiers. Tensions sur les capacités de production dont les taux d'utilisation se situent à des niveaux historiques. Enfin tensions sur le prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière dont l'érosion s'accélère.

1966-1973 : la montée des distorsions au sein de l'appareil productif

Les années qui vont du boom de 1966 à la première crise pétrolière sont marquées par le tassement de la croissance, particulièrement pour le secteur manufacturier, l'accélération de l'inflation et l'initialisation d'un mouvement structurel de désindustrialisation.

Tout au long de cette période les distorsions internes à l'appareil productif, qu'on les mesure en termes de production, de productivité, d'emploi, de prix ou de salaires, vont en s'aggravant et se traduisent par une mise en cause des profits et de l'accumulation du secteur manufacturier.

Le début de la désindustrialisation

Le moteur de la croissance se trouve, plus nettement encore qu'au cours des années précédentes, dans la consommation privée dont l'importance va en s'accroissant. A contrario la formation de capital, qui comme on le verra s'effondre dans le secteur manufacturier, voit sa contribution se réduire. Enfin les dépenses publiques, qui demeurent l'instrument privilégié de la politique économique, connaissent un net ralentissement de leur expansion qui tombe de 4 % à 1,4 % par an.

Le début du phénomène de réduction du poids global de l'industrie américaine apparaît clairement au niveau des taux de croissance moyens (tableau III.A.). Tandis que la croissance du secteur non-manufacturier se maintient autour de 3,5 à 4 % depuis 1948, la croissance manufacturière chute fortement passant de plus de 8 % par an entre 1962 et 1966 à moins de 3 % entre 1966 et 1969.

En quelques années le niveau relatif de la valeur ajoutée manufacturière baisse de 5 % et ne se redresse qu'à la faveur de l'expansion mondiale de 1972-1973.

Durant cette première phase de désindustrialisation que connaît l'économie américaine s'infléchit le rythme de croissance de la productivité tant du travail que du capital dans l'industrie manufacturière. La progression antérieure de l'efficacité du capital, dont le caractère exceptionnel a déjà été souligné, passe ainsi de 2,3 % à 0,2 % par an, soit une stabilisation brutale.

Plus que la productivité industrielle dont la décélération rampante deviendra notable après 1973, c'est la rupture de tendance de la productivité non-industrielle qui vient transformer les équilibres sectoriels internes. La stabilité intrinsèque de la machine économique américaine qui ressort de toutes les données statistiques, résulte tout d'abord du poids et de l'inertie du secteur non-manufacturier. Le changement de trend de la productivité du travail y est ainsi un phénomène tout particulièrement significatif.

La contrepartie de cette rupture se situe bien évidemment au niveau de l'emploi (tableau III.B.). Alors que la croissance globale chute de 0,6 % par rapport aux dix années précédentes l'économie américaine réussit à créer près de 1,4 millions d'emplois chaque année entre 1966 et 1973 soit une progression d'environ 500 000. Sur ce total plus de 1 million sont le fait du secteur non-manufacturier. C'est là qu'il faut mesurer l'importance de la désindustrialisation américaine. Alors qu'elle employait 27,4 % de la force de travail en 1948 l'industrie n'en emploie plus que 24 % en 1973.

Au cours de la deuxième partie des années soixante l'économie américaine voit son poids dans l'économie mondiale se réduire très significativement alors que commencent à s'imposer le Japon et la RFA. La part des États-Unis dans la production manufacturière des grands pays occidentaux passe ainsi de plus de 60 % au début des années cinquante à 43,6 % en 1970.

Cette évolution ne s'infléchit véritablement qu'au début des années soixante-dix alors que se ralentissent les croissances japonaise et allemande et surtout avec le début de la dépréciation nominale et réelle du

dollar. L'industrie américaine semble ainsi avoir bénéficié de l'allègement des contraintes extérieures induit par le glissement de la parité réelle du dollar qui atteint 8 % par an entre 1969 et 1973.

Le coût inflationniste des créations d'emplois non-manufacturiers

La montée de l'inflation, que n'entrave pas une politique monétaire particulièrement accommodante, marque la fin d'une époque de la croissance américaine. Les premiers signes du phénomène stagflationniste sont ainsi nettement antérieurs au choc pétrolier. La tentative de l'administration Nixon de juguler l'inflation par la mise en place du contrôle des prix et des salaires en 1971 après un succès tout relatif s'avère vaine. Elle n'interdit pas le dérapage nominal lors de la reprise mondiale de 1972-1973 qui voit les prix internationaux des matières premières et des produits agricoles hausser rapidement.

Au cœur du mécanisme inflationniste le secteur non-manufacturier joue un rôle moteur, en répercutant dans ses prix la hausse des coûts salariaux consécutive au ralentissement brutal de sa productivité.

Dans ce contexte général qui voit la fin de la stabilité des prix se mettent en place des formes nouvelles de régulation salariale qui transforment structurellement la dynamique de l'économie américaine.

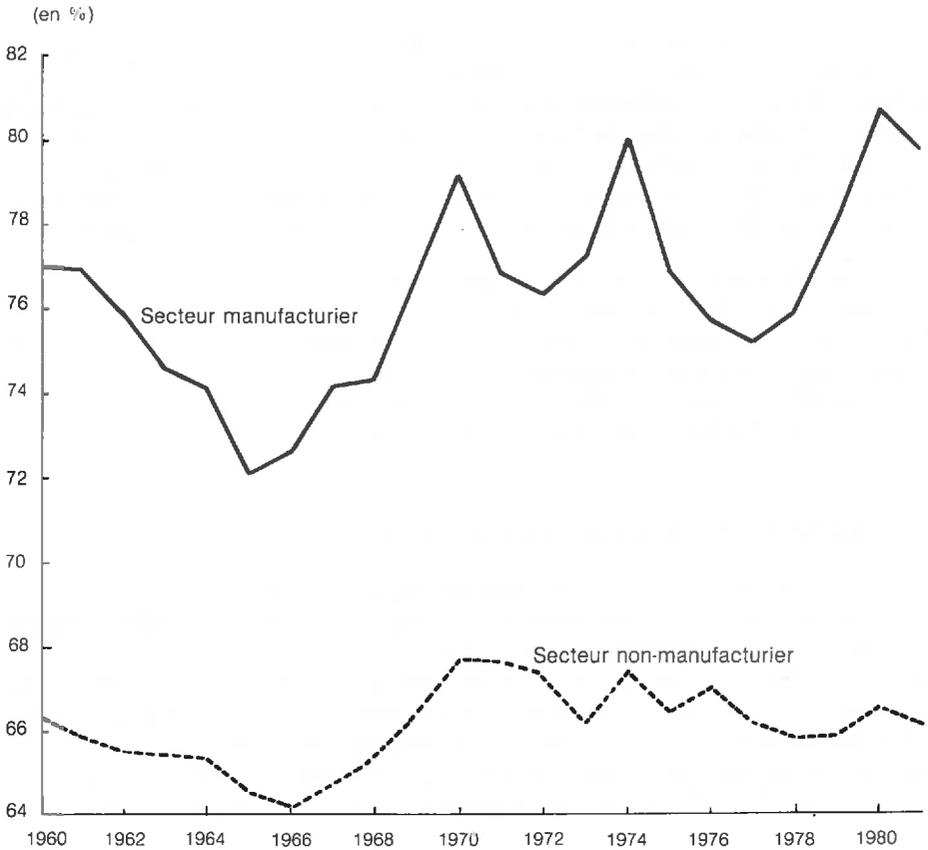
Les conditions de valorisation de la production manufacturière résument à la fois les formes de différenciation intersectorielle en matière salariale et les changements intervenus en termes de productivité et de contraintes extérieures (tableau III.D.). Le trait dominant des années 1966-1973 est l'accélération de la chute du prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière. La rupture de tendance de la productivité du secteur non-manufacturier en est le facteur explicatif principal. L'atténuation des contraintes extérieures qu'induisent la dépréciation du change et le freinage relatif des salaires non-manufacturiers ne commence à avoir un effet notable qu'en fin de période et demeure insuffisante pour modifier les évolutions moyennes.

L'effondrement de la rentabilité et de l'investissement manufacturiers

La décomposition analytique du partage de la valeur ajoutée explicite la dissymétrie entre les deux secteurs de l'économie (tableaux III.E. et III.F. et graphique III.1.). Le secteur manufacturier voit l'évolution défavorable du prix relatif de sa valeur ajoutée nettement absorber les gains qu'il réalise en termes de coûts salariaux réels, tandis que le secteur non-manufacturier compense la hausse de ses coûts salariaux réels par une amélioration du prix relatif de sa valeur ajoutée. La flexibilité de la struc-

ture de prix relatifs que le secteur non-manufacturier fait jouer à son avantage permet ainsi à ce secteur de faire face à l'inertie structurelle des gains de salaire réels qui demeurent indépendants de la productivité.

GRAPHIQUE III.1. — Part des salaires dans la valeur ajoutée* des secteurs manufacturier et non-manufacturier — États-Unis —.



* Corrigée de la salarisation croissante

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

On assiste au total à une détérioration extrêmement rapide du taux de profit industriel qui perd plus de 4 % par an à la suite du mouvement conjoint des marges et du prix relatif de l'investissement que vient aggraver l'effondrement de la productivité du capital que nous avons signalé plus haut.

Cette perte de rentabilité a des conséquences graves pour l'industrie américaine qui rentre dans une phase de sous-accumulation. Le taux de croissance de son investissement passe de 4,8 % à -0,4 %, durant la période 1966-1973 (tableau III.A.).

* *

*

Au cours des années 1966-1973 se met en place un enchaînement vicieux où la création d'emplois dans les activités non-industrielles, qui permet d'absorber l'expansion rapide de la population active, pousse à une dégradation des termes de l'échange interne au détriment de l'industrie. La chute de sa rentabilité réduit durablement l'effort d'accumulation du secteur manufacturier mettant en cause la compétitivité internationale des États-Unis et la possibilité de développer les emplois manufacturiers.

Les modalités de sortie de cet enchaînement se dessinent cependant dès la fin des années soixante. Tout d'abord le fractionnement du marché du travail s'accroît avec le développement du chômage, autorisant un arrêt de la croissance relative des salaires non-manufacturiers. Ensuite la dépréciation du dollar lève partiellement les contraintes qu'exerce la concurrence internationale sur l'industrie américaine.

1973-1979: L'issue déflationniste ?

Le premier choc pétrolier ébranle l'économie des États-Unis comme celle des autres pays dominants et pousse à l'accentuation des tensions dans le partage du revenu national et international. Cependant il apparaît a posteriori qu'une fois de plus l'économie américaine se caractérise par son inertie. L'essentiel des phénomènes sur lesquels la crise pétrolière attire l'attention préexiste sous la forme de tendances longues, qu'il s'agisse de l'érosion de la productivité, du ralentissement de la croissance, de la montée de l'inflation ou de la mise en cause de la régulation salariale.

Récession et recul généralisé de la productivité

Le ralentissement de la croissance américaine, dans la période qui suit le choc pétrolier, est, comme on l'a vu, très loin d'avoir l'ampleur observée pour les autres économies dominantes.

Plus encore qu'au cours des périodes antérieures c'est la consommation des ménages qui tire l'activité et explique près de 70 % de la croissance. L'abandon des politiques de soutien à court terme a pour contrepartie un poids modeste de la dépense publique, tandis que le regain de

dynamisme de l'investissement productif élève la contribution de celui-ci à la demande finale.

La deuxième moitié des années soixante-dix voit la poursuite du mouvement de désindustrialisation entamé en 1966. Modeste au cours des années 1966 à 1973 le différentiel de croissance entre secteurs manufacturier et non manufacturier atteint 1,3 % dans le contexte de récession généralisée qui domine l'économie mondiale après 1973.

L'effondrement de la productivité industrielle, s'il demeure dans la logique d'un mouvement de longue période qui trouve ses sources bien au-delà du choc pétrolier, a été sans aucun doute amplifié tant par la sous-utilisation des facteurs de production que par l'ébranlement du prix relatif des matières premières². Le phénomène est cependant d'une ampleur bien plus impressionnante au niveau du secteur non-manufacturier dont les progrès de productivité sont quasiment interrompus entre 1973 et 1979. L'économie américaine connaît donc en moyenne un ralentissement des gains de productivité qui, bien qu'il soit dans l'absolu comparable à celui qui intervient dans les autres grands pays, réduit presque à néant les gains de productivité du travail.

En conséquence le mouvement de réduction de l'importance relative de l'emploi manufacturier apparu après 1966 se poursuit à un rythme encore plus rapide (tableau III.A.). La part de celui-ci dans l'emploi total tombe de 24 % en 1973 à 22 % en 1979 et 21 % en 1981.

A contrario le secteur non-manufacturier accroît ses créations annuelles d'emplois de près de 50 % par rapport à la période précédente. Les quelques 1 million et demi d'emplois qu'il crée chaque année contribuent pour près de 80 % à l'accroissement total de l'emploi aux États-Unis. Au début des années 80 il semble que la désindustrialisation, clairement entrée dans les faits, ait atteint un seuil qui positionne les États-Unis en deçà du Japon et surtout de la RFA, ses principaux concurrents. Les conditions d'une stabilisation de ce mouvement apparaissent réunies du moins tendanciellement si l'on en croit les perspectives du Department of Labor américain³.

Pour ce qui est des échanges extérieurs, au niveau très agrégé où l'on se situe se dégage essentiellement la poursuite du mouvement d'ouverture de l'économie américaine dont les positions tendent à se stabiliser avec la dépréciation réelle du dollar.

2. Les publications sur ce sujet sont extrêmement nombreuses ; on en trouvera une revue dans R. Boyer et P. Petit, op. cit.

3. U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Economic Projections to 1990*, Mars 1982.

L'amélioration, en volume, de la balance commerciale justifie une contribution des échanges à la croissance qui n'est plus négligeable. Cependant l'impact de l'érosion du dollar sur les termes de l'échange et bien évidemment le choc pétrolier, expliquent le déficit moyen atteignant 0,6 % du PIB pour l'ensemble de la période. Au niveau des échanges manufacturiers, l'avantage compétitif de l'industrie américaine se traduit par une montée de l'excédent manufacturier dont l'importance dans l'équilibre extérieur des États-Unis doit être notée. L'économie américaine qui a perdu la position de domination sans partage qu'elle occupait dans l'après-guerre et ne peut plus avoir recours à un financement monétaire inépuisable de ses déséquilibres extérieurs, doit ainsi largement compter sur la compétitivité internationale de son industrie.

L'arrêt de la dégradation des termes de l'échange interne de l'industrie

L'année 1973 est marquée par trois chocs sur les conditions de l'offre : la fin du blocage des prix commencé en août 1971, l'explosion des prix agricoles et des matières premières, puis du prix du pétrole.

L'explosion inflationniste qui intervient aux États-Unis, comme la rupture de tendance de la productivité, n'est cependant pas un phénomène spontané qui voit le jour à la suite de ces chocs. L'analyse de la fin des années soixante a montré comment dès 1962 apparaissent les premiers signes d'une inflation initiée par les prix non-manufacturiers. La perte d'efficacité de l'appareil productif américain, la montée des distorsions internes, les tensions sur le marché du travail sont autant de circonstances qui créent les conditions propices à l'accélération des prix.

C'est dans le cadre de ce dérapage inflationniste généralisé que se réalise la stabilisation du prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière (tableau III.D.). Cet arrêt de la dégradation des termes de l'échange interne qui intervient après une longue phase d'érosion des profits industriels n'a pu ainsi se réaliser qu'au prix d'une généralisation à l'ensemble de l'économie des tendances inflationnistes du secteur non-manufacturier. Loin de baisser, les coûts de production du secteur non-manufacturier se sont accrus à la suite de la rupture de tendance de la productivité du travail. Ils ont été rejoints puis dépassés par les coûts du secteur manufacturier.

Le poids de la décélération des gains de productivité que connaît aussi l'industrie n'est certes pas négligeable mais il tend en fait à réduire par le bas les distorsions internes à l'économie américaine. En rythme annuel moyen le différentiel de croissance entre les productivités des deux secteurs passe de 1,5 % au cours de la période 1966-1973 à 0,9 % entre 1973 et 1979. Deux phénomènes jouent cependant un rôle qualitativement nouveau.

Tout d'abord comme on l'a vu la dépréciation réelle du dollar exerce un effet positif sur la formation des marges de l'industrie. Mais surtout la période que nous étudions est marquée par l'accentuation du retournement de la régulation. La montée du chômage qui suit la crise pétrolière vient modifier les rapports des forces en présence sur le marché du travail. Le processus de rattrapage des salaires manufacturiers par les salaires non-manufacturiers initialisé au début des années soixante, s'inverse nettement entre 1973 et 1979. En moyenne les salaires de l'industrie croissent 1,1 % plus vite au cours de ces sept années.

Stabilisation du taux de profit et renouveau de l'investissement industriel

Après 1973 les marges industrielles se stabilisent malgré la chute de la productivité qu'accompagne un ralentissement marqué mais insuffisant du taux de salaire réel. La décomposition présentée dans le tableau III.E montre que c'est clairement l'arrêt de la dégradation du prix relatif du secteur manufacturier qui autorise une telle évolution. Au contraire dans le cas du secteur non-manufacturier la régression des salaires réels sur un marché du travail largement plus « concurrentiel » correspond à la baisse des gains de productivité, alors que la stabilisation des prix relatifs fait disparaître l'avantage dont bénéficiait ce secteur.

Le passage de l'évolution du taux de marge à celle du taux de profit fait intervenir la productivité du capital et le prix relatif de l'investissement (tableau III.E.). Globalement les années 1973 et 1979 voient la chute du taux de profit se ralentir nettement⁴. D'une part le phénomène de stabilisation des taux de marge évoqué ci-dessus joue. Et d'autre part la rigidification du système de prix relatif intervient en faveur de l'industrie. Le prix relatif de l'investissement qui avait cru de 1,8 % en 1966 et 1973 ne croît plus que de 0,8 % par an.

C'est finalement à l'évolution désastreuse de la productivité du capital qu'est dû l'essentiel de l'érosion des taux de profits manufacturiers qui persiste après 1973.

Il est, dans de telles conditions, paradoxal que l'investissement manufacturier ait pu connaître entre 1973 et 1979 une croissance de 8,1 % par an qui ne s'infléchit modérément qu'en 1981 (tableau III.A)⁵.

* * *

4. Il s'agit ici du profit avant impôt, corrigé de la salarisation croissante. Après impôt la stabilisation est beaucoup plus importante — *La lettre du CEPII*, n° 28, décembre 1982 : « États-Unis : la réindustrialisation est-elle amorcée ? »

5. Chapitre II.

L'économie américaine après le premier choc pétrolier a vu se poursuivre le mouvement de désindustrialisation initialisé au milieu des années soixante. L'amélioration des conditions de partage de la valeur ajoutée pour le secteur manufacturier résulte directement de la stagflation durable qui s'installe après 1973. C'est au prix d'un dérapage inflationniste généralisé que s'opère la stabilisation du prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière.

Les coûts et les prix du secteur manufacturier s'alignent sur les coûts et les prix du secteur non-manufacturier à la suite d'un triple ajustement « par le bas » :

- le ralentissement de la productivité manufacturière ;
- la dévaluation du dollar ;
- l'aggravation du fractionnement salarial qu'induit la montée du chômage.

Les années 1980 et 1981 sont marquées par le retournement de la politique monétaire américaine qui vient aggraver l'ensemble des phénomènes liés au recul de l'activité : montée du chômage, accentuation des distorsions salariales, chute de la productivité. L'appréciation du taux de change effectif du dollar qui atteint dès 1981 environ 12 % en termes nominaux et réels, heurte de front le secteur manufacturier dont les échanges extérieurs se détériorent. Plus que la dégradation des termes de l'échange interne qui semble retrouver sa tendance des années qui ont précédé la dépréciation du dollar, c'est la chute de l'activité qui explique la baisse du taux de profit manufacturier. Celle-ci atteint 18,7 % en 1980.

Enfin, plus inquiétant pour l'avenir, l'effort d'investissement du secteur manufacturier, contraint tant sur ses profits que sur ses débouchés, s'infléchit en 1981. L'économie américaine semble avoir provisoirement atténué les pressions qui s'exercent sur le secteur manufacturier dans la récession. C'est-à-dire dans des conditions qui grèvent profondément l'avenir et risquent soit d'être brutalement remises en cause, ravivant ainsi les distorsions passées, soit de se traduire par un ébranlement durable des conditions de la régulation salariale et sociale.

TABLEAU III.A. — Croissance, productivité et accumulation aux États-Unis

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1957/1966	1966/1973	1973/1979	1979/1980	1980/1981
Valeur ajoutée					
— Secteur manufacturier	4,8	3,5	2,0	-4,3	2,3
— Secteur non-manufacturier	3,9	3,9	3,3	0,4	2,8
Investissement					
— Secteur manufacturier	4,8	-0,4	8,1	11,8	4,3
— Secteur non-manufacturier	5,6	4,7	1,8	-5,9	3,2
Productivité du travail					
— Secteur manufacturier	3,5	3,0	1,2	-0,5	2,5
— Secteur non-manufacturier	3,0	1,5	0,3	-0,9	0,9
Stock de capital					
— Secteur manufacturier	2,4	4,0	3,7	6,8	n.d.

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU III.B. — L'emploi aux États-Unis

	1957/1966	1966/1973	1973/1979	1979/1980	1980/1981
Secteur manufacturier					
— Taux de croissance annuel moyen en %	1,2	0,5	0,9	-3,8	-0,2
— Flux annuel moyen en milliers	224	108	174	-792	-50
Secteur non-manufacturier					
— Taux de croissance annuel moyen en %	0,9	2,4	3,0	1,4	1,8
— Flux annuel moyen en milliers	358	1 050	1 565	791	1 059
Administrations					
— Taux de croissance annuel moyen en %	3,0	1,6	1,4	1,3	-0,3
— Flux annuel moyen en milliers	344	224	215	214	-45
Total					
— Taux de croissance annuel moyen en %	1,4	1,8	2,2	0,2	1,0
— Flux annuel moyen en milliers	927	1 381	1 954	213	964

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU III.C. — L'inflation aux États-Unis

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1957/1966	1966/1973	1973/1979	1979/1980	1980/1981
Prix de la valeur ajoutée					
— Secteur manufacturier	0,9	2,4	7,3	7,8	8,3
— Secteur non-manufacturier	1,9	4,9	7,6	10,0	9,6
Prix de la consommation	1,8	4,2	7,4	10,3	8,6
Prix à l'exportation					
— Secteur manufacturier	1,4 a	3,8	11,9	9,0	n.d.
Prix à l'importation					
— Secteur manufacturier	0,4 a	6,5	11,0	25,0	n.d.
Prix à l'exportation					
— Total	1,0	4,7	10,1	11,0	8,9
Prix à l'importation					
— Total	-0,1	5,7	14,0	20,0	1,1
Salaire par tête					
— Secteur manufacturier	4,0	6,3	9,1	11,0	9,9
— Secteur non-manufacturier	4,4	6,8	8,0	9,7	9,2
Taux de chômage					
— niveau moyen	5,3 b	4,5	6,5	7,1	7,6

a : 1958-1966 ; b : 1959-1966 ;

Source : CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU III.D. — Décomposition des termes de l'échange interne aux États-Unis

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1957/1966	1966/1973	1973/1979	1979/1980	1980/1981
Salaire relatif $\dot{W}1 - \dot{W}2$	-0,4	-0,4	1,1	1,2	0,7
— Productivité relative $-(\text{PROD1} - \text{PROD2})$	-0,5	-1,5	-0,9	-0,4	-1,6
+ marge relative $\text{MG1} - \text{MG2}$	-0,1	-0,5	-0,3	-2,7	-0,3
Prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière $\dot{P}Y1 - \dot{P}Y2$	-1,0	-2,4	-0,2	-2,0	-1,2

Voir le détail des calculs dans l'annexe 3.

Source : CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU III.E. — Décomposition du partage de la valeur ajoutée et du taux de profit dans le secteur manufacturier aux États-Unis
(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1957/ 1966	1966/ 1973	1973/ 1979	1979/ 1980	1980/ 1981
Salaire réel $\dot{W}_1 - \dot{P}C$	2,2	2,1	1,6	0,7	1,3
— Productivité du travail $-\dot{P}ROD1$	-3,5	-3,0	-1,2	0,5	-2,5
+ Prix relatif de la consommation $+(\dot{P}C - \dot{P}Y1)$	0,9	1,7	0,1	2,3	0,2
+ Terme correctif $(\dot{V}A1CF - (\dot{P}Y1.Y1))$	-0,1	0,0	-0,3	-0,1	-0,2
Part des salaires dans la valeur ajoutée $\dot{P}S1$	-0,5	0,9	0,2	3,4	-1,2
Part des profits dans la valeur ajoutée $\dot{P}RO1 - \dot{V}A1CF$	1,6	-2,6	-0,6	-12,1	5,0
+ Productivité du capital $+(\dot{Y}1 - \dot{K}1)$	2,3	0,2	-1,9	-10,1	-2,7
— Prix relatif de l'investissement $+(\dot{P}Y1 - \dot{P}I)$	-0,6	-1,8	-0,8	2,8	1,9
+ Terme correctif $(\dot{V}A1CF - (\dot{P}Y1.Y1))$	0,1	0,0	0,3	0,1	0,2
Taux de profit $\dot{T}P1$	3,4	-4,2	-2,9	-18,7	4,3

Voir le détail des calculs dans l'annexe 3.

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU III.F. — Décomposition du partage de la valeur ajoutée dans le secteur non-manufacturier aux États-Unis
(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1957/ 1966	1966/ 1973	1973/ 1979	1979/ 1980	1980/ 1981
Salaire réel $\dot{W}_2 - \dot{P}C$	2,5	2,5	0,5	-0,5	0,6
— Productivité du travail $-\dot{P}ROD2$	-3,0	-1,4	-0,3	0,9	-0,9
+ Prix relatif de la consommation $+(\dot{P}C - \dot{P}Y2)$	-0,1	-0,7	-0,1	0,2	-1,0
+ Terme correctif $(\dot{V}A2CF - (\dot{P}Y2.Y2))$	0,1	0,1	-0,2	0,3	0,7
Part des salaires dans la valeur ajoutée $\dot{P}S2$	-0,4	0,4	-0,1	1,0	-0,6

Voir le détail des calculs dans l'annexe 3.

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

II — Les enseignements d'un modèle de simulation

A l'aide du modèle construit pour les États-Unis a été réalisé un ensemble de simulations variantielles qui permet de proposer une explication des mécanismes économiques à l'œuvre de 1960 à 1981. Comme on l'a vu plus haut il s'agit ici essentiellement de retracer des inflexions de tendances à moyen terme en montrant comment les différentes faces du mode de régulation de l'économie américaine s'articulent. Cet exercice, qui sera étendu aux quatre autres économies dominantes, autorise en outre une évaluation des arbitrages qui se présentent à l'économie américaine entre inflation, chômage et spécialisation manufacturière⁶.

1. Présentation de quelques variantes

Croissance et prix relatifs :

La simulation de l'impact d'une politique budgétaire est généralement le premier type de test auquel on soumet un modèle macroéconomique. Compte-tenu de la structure traditionnelle du modèle utilisé ici les résultats généraux n'en sont pas particulièrement nouveaux. Ils sont cependant utiles à présenter à deux titres.

Tout d'abord la présentation des résultats en termes de modifications de taux de croissance moyens n'est pas habituellement retenue. Ensuite on s'efforcera de détailler le jeu des prix relatifs dont l'importance a été soulignée.

Les résultats d'une augmentation maintenue des dépenses publiques équivalant, en volume, à 1 % du PNB sont présentés dans le tableau III.G.(4^e variante).

Compte-tenu de la faible ouverture extérieure de l'économie américaine l'effet de relance initial est relativement soutenu et s'accompagne d'une forte poussée inflationniste.

Celle-ci est cependant loin d'être généralisée. Le prix de la valeur ajoutée manufacturière ne bouge pratiquement pas tandis que l'inflation s'accroît de 2,6 % dans le secteur non-manufacturier. Une telle distorsion

6. Les résultats des différentes simulations sont présentées, en écart au compte de référence, dans le tableau III.G. Il s'agit selon les cas de taux de croissance annuels moyens ou de niveaux moyens au cours des cinq premières années et des cinq années suivantes. Des explications détaillées sont fournies dans l'annexe 1.

s'explique par une évolution différenciée des coûts de production des deux secteurs et par les dissymétries dans les conditions de formation de leurs prix.

Les coûts de production manufacturiers tendent à baisser essentiellement parce que les salaires de ce secteur, fixés par contrat, sont indexés avec retard sur les prix à la consommation. Au contraire les salaires non-manufacturiers, déterminés sur un marché « concurrentiel », bénéficient des tensions sur le marché du travail et voient leur niveau relatif, par rapport aux salaires manufacturiers, progresser d'environ 1 % par an au cours des cinq premières années.

En termes de conditions de formation des prix, le secteur manufacturier est nettement désavantagé. Les pressions concurrentielles extérieures viennent limiter la progression du prix de la production industrielle et le prix de la valeur ajoutée est tiré vers le bas par l'augmentation du prix des consommations intermédiaires fournies par le secteur non-manufacturier. Ce dernier secteur possède au contraire une maîtrise de ses profits grâce à la fixation de son prix de valeur ajoutée, le prix de production s'ajustant de manière à maintenir celui-ci.

Au total, ses coûts relatifs baissant et ses marges se dégradant en termes absolus et relatifs, le secteur manufacturier doit subir une érosion de ses termes de l'échange interne.

A terme l'inflation initiée par le secteur non-manufacturier s'étend à l'ensemble de l'économie et conduit à un retournement de la demande interne et externe. L'industrie est le premier secteur atteint par la récession. Son taux d'investissement décline, par rapport à la référence de 1,6 % par an, et sa productivité s'infléchit à la baisse (ce qui est masqué dans le taux de croissance moyen des années 5 à 10). Enfin la baisse du taux de profit manufacturier induite par le mouvement de prix relatif est encore accentuée par le ralentissement de la productivité du capital et du travail.

Cette variante conduit à mettre en avant l'antagonisme entre le maintien de l'économie américaine sur un sentier de croissance soutenue et les conditions d'insertion interne du secteur industriel. La nature même des processus de formation des prix et des salaires implique que, toutes choses égales par ailleurs, toute accélération de la croissance se traduit par une détérioration des profits et, à terme, de l'efficacité du secteur industriel. Le modèle suggère ainsi en quoi un mouvement de croissance initié au sein de l'industrie, comme ce fut le cas à la fin des années cinquante, peut buter sur une force de freinage endogène.

TABLEAU III.G. — Variantes réalisées avec le modèle États-Unis

Écart au compte de référence (en %)

Variantes	Période	Taux de croissance moyen sur cinq ans										Niveau moyen sur cinq ans																
		Valeur ajoutée (en volume)		Consommation (en volume)		Investissement (en volume)		Commerce extérieur (en volume)		Productivité du travail		Salaire réel		Prix consommation		Prix de valeur ajoutée		Solde extérieur PIB		Taux de chômage	Taux d'util. cap. prod.	Part des salaires ajoutés dans la valeur ajoutée		Taux de profit				
		Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	Exp.	Imp.	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	Volume	Valeur	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 1	Secteur 2	
Dépréciation tendancielle du taux de change de 5% par an	0-5	1,1	0,4	0,2	1,3	1,4	3,7	-3,3	0,3	0,1	-0,2	-0,1	0,8	1,1	0,6	0,5	0,1	-0,1	1,4	-1,0	-0,1	1,1	1,1	1,1	-1,0	-0,1	1,1	1,1
	5-10	2,5	1,5	1,2	3,2	4,2	5,1	-4,1	0,4	0,0	-0,8	+1,0	3,0	2,0	3,3	2,0	1,3	-3,5	9,9	-3,3	1,1	4,7	4,7	3,3	1,1	1,1	4,7	4,7
Hausse du rythme de croissance de la productivité manufacturière de 1% par an	0-5	-0,3	0,4	-0,4	0,5	-1,2	0,3	-0,8	0,8	0,0	0,2	-0,2	-0,5	-0,6	-0,5	0,1	0,1	0,8	-0,8	-1,2	-0,2	0,7	0,7	-1,2	-0,2	0,7	0,7	0,7
	5-10	0,3	-0,1	-0,3	0,5	0,1	1,8	-2,1	0,9	0,0	0,4	-0,5	-1,8	-1,3	-2,0	0,7	0,4	1,7	-0,3	-4,2	-1,1	3,2	3,2	-4,2	-1,1	3,2	3,2	3,2
Hausse du rythme de création d'emplois non manufacturiers de 1% par an	0-5	0,9	0,9	1,0	1,2	3,0	-0,5	1,8	0,1	-0,9	-0,6	0,5	2,0	0,2	2,8	-0,3	-0,2	2,1	2,1	2,0	1,2	-1,7	-1,7	2,0	1,2	-1,7	-1,7	-1,7
	5-10	0,2	0,9	1,3	0,0	1,8	-3,9	5,5	0,2	-0,9	-1,5	1,4	6,3	1,7	7,8	-1,5	-0,8	5,6	3,0	10,2	4,1	-9,0	-9,0	10,2	4,1	-9,0	-9,0	-9,0
Hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB de 1%	0-5	1,1	1,0	0,8	1,8	3,0	0,0	1,4	0,1	0,0	-0,3	0,7	0,9	0,0	1,2	-0,4	-0,4	3,6	0,7	0,5	-0,1	0,2	0,2	0,7	0,5	-0,1	0,2	0,2
	5-10	-0,5	0,0	0,2	-1,1	-1,4	-1,7	1,7	0,4	0,0	-0,5	0,8	2,1	0,6	2,6	-0,8	-0,6	-2,1	1,4	3,5	1,6	-3,4	-3,4	3,5	1,6	-3,4	-3,4	-3,4
Hausse du rythme de croissance de la demande internationale de 1% par an	0-5	0,8	0,5	0,4	0,9	1,7	1,0	0,7	0,1	0,1	-0,1	0,2	0,2	-0,1	0,3	0,1	0,1	-0,8	1,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
	5-10	0,5	0,8	0,6	0,8	1,3	0,5	1,3	0,2	0,0	-0,3	0,7	1,2	0,2	1,5	0,3	0,3	-1,8	2,9	1,3	1,8	1,8	1,8	1,3	1,8	1,3	1,8	1,8
Baisse du taux de croissance des salaires manufacturiers de 1% par an	0-5	-1,2	-1,2	-1,3	-1,8	-4,3	0,7	-2,4	-0,1	-0,1	-0,4	-1,3	-1,9	-0,8	-2,3	0,5	0,4	1,6	-3,0	-2,6	-1,0	1,6	1,6	-3,0	-2,6	-1,0	1,6	1,6
	5-10	0,6	-0,3	-0,9	1,2	0,7	3,9	-4,7	-0,3	0,7	0,1	-1,5	-4,5	-2,3	-5,4	1,9	1,4	2,9	-2,0	-8,5	-3,1	8,2	8,2	-2,0	-8,5	-3,1	8,2	8,2

Annexe 1, pour le mode de calcul des écarts et la réalisation des variantes.

secteur 1 : secteur manufacturier.

secteur 2 : secteur non manufacturier.

Productivité manufacturière, croissance et inflation

Les résultats de la simulation d'une augmentation de 1 % du taux de croissance de la productivité du travail dans le secteur manufacturier sont présentés dans le tableau III.G. (2^e variante).

On constate qu'au cours des cinq premières années la croissance s'infléchit à la baisse (0,3 % par rapport à la référence). En effet l'emploi s'ajuste relativement rapidement aux nouvelles conditions de productivité et le chômage augmente, poussant au ralentissement des salaires non-manufacturiers. Par ailleurs les gains de productivité n'étant pas redistribués aux salariés de l'industrie, il en résulte une réduction de la croissance de la consommation, principale composante de la demande.

Il faut attendre l'approfondissement de la déflation liée à la montée du chômage pour voir l'avantage compétitif vis-à-vis de l'extérieur conduire à une remontée de la croissance industrielle et à un retour au taux de croissance tendanciel du PNB. A l'horizon de dix années, cependant ni la valeur ajoutée industrielle, ni le PNB, ni surtout la consommation n'ont retrouvé leurs niveaux de référence.

La mise en place du phénomène déflationniste est paradoxale. Au cours des cinq premières années la réduction de l'inflation liée aux gains de productivité demeure très limitée. La baisse des coûts manufacturiers conduit à une baisse des termes de l'échange interne. C'est seulement au cours des cinq années suivantes, avec l'aggravation des conditions de l'emploi que l'inflation baisse significativement (-1,8 %).

Les gains de pouvoir d'achat des salariés du secteur non-manufacturier sont fortement atteints par la récession. Le différentiel de salaires arrive ainsi à plus que compenser l'accroissement de productivité manufacturière. Le secteur manufacturier, que la déflation rend moins contraint par la concurrence extérieure, voit ainsi ses termes de l'échange interne s'améliorer.

Les profits du secteur manufacturier qui s'accroissent dès les premières années avec les gains de productivité, sont nettement confortés par ce mouvement de prix relatifs. C'est cependant là l'unique résultat véritablement positif pour l'industrie. C'est en effet d'abord la croissance qui conditionne le dynamisme de ce secteur. La récession n'autorise ni la mise en place d'une accélération autoentretenu de la productivité, dont le taux de croissance ex-post s'accroît de moins de 1 %, ni le développement de l'investissement manufacturier.

Au total cette simulation de gains de productivité s'avère doublement décevante. C'est beaucoup plus la déflation induite par la montée du chômage que le regain d'efficacité qui explique la baisse durable du taux

d'inflation. En outre elle ne conduit pas en elle-même l'économie sur un sentier de croissance durablement supérieure. Il s'avère ainsi que, c'est au dynamisme de la demande interne qu'il faut d'abord imputer la forte croissance des années 1957 à 1966⁷.

La simulation d'une croissance de la demande autonome, par exemple par la mise en œuvre d'une politique budgétaire, souligne en quoi l'accélération des gains de productivité manufacturière et l'accélération de la croissance trouvent une nécessaire cohérence. A l'augmentation de l'activité sont associées non seulement une montée de l'inflation et du déséquilibre extérieur, mais surtout par le mécanisme décrit plus haut, une détérioration endogène des termes de l'échange interne et des profits manufacturiers.

La croissance simulée génère bien des gains de productivité industrielle mais ceux-ci se révèlent insuffisants pour freiner ces déséquilibres. Une accélération de ces gains de productivité est requise pour autoriser tout à la fois une limitation des distorsions macroéconomiques, inflation et déficit extérieur, et un maintien de la rentabilité manufacturière, condition du dynamisme de l'économie.

Le poids des créations d'emplois dans le secteur non-manufacturier

Phénomène qualitativement nouveau, le développement des effectifs non-manufacturiers marque, au milieu des années soixante, l'initialisation d'une nouvelle phase de la régulation de l'économie américaine. S'il a autorisé le maintien d'une forte création d'emplois, ce phénomène a conduit à des déséquilibres qui ont été soulignés. On se propose ici de compléter cette analyse par la simulation d'une augmentation de 1 % du taux de croissance des effectifs non-manufacturiers (tableau III.G., 3^e variante).

Le premier enseignement de cette variante est l'ampleur du phénomène inflationniste. La baisse du chômage conduit à une forte expansion des salaires du secteur non-manufacturier qui se surajoute à la baisse de productivité simulée. Non contraints par l'extérieur les prix du secteur non-manufacturier répercutent très largement cette hausse de coûts qui nourrit un dérapage inflationniste généralisé. Le secteur manufacturier doit au contraire compter avec la concurrence internationale. Par ailleurs ses coûts augmentent moins dans la mesure où les salaires y sont moins sensibles aux tensions sur le marché de l'emploi et où sa productivité s'améliore avec la relance de l'activité. Le prix relatif de la valeur ajoutée

7. Cette conclusion n'est pas qualitativement modifiée par les simulations du modèle réalisées en retenant un chiffrage des paramètres plus conforme à la période 1957/1966 en particulier pour les équations d'investissement et de salaire.

manufacturière décroît ainsi massivement. L'aggravation continue des tensions sur le marché du travail conduit à une accélération tant de l'inflation que de ce mouvement de prix relatifs.

En termes réels les évolutions sont aussi importantes : une augmentation de 1 % de la croissance des emplois non-manufacturiers conduit à une croissance du PNB supérieure à la référence de 0,7 % les cinq premières années puis de 0,4 % les suivantes. C'est encore une fois la consommation qui conditionne ces évolutions. A moyen terme l'ampleur de l'inflation finit par détériorer les échanges extérieurs au point de réduire très fortement la progression de la valeur ajoutée industrielle et de conduire à un retournement de la croissance globale.

C'est au total le secteur manufacturier qui supporte la charge du développement de l'emploi. L'effondrement des termes de l'échange interne réduit cumulativement les profits industriels et conduit à une montée du besoin de financement de ce secteur. A terme la poursuite d'un effort d'investissement est compromise par cette dégradation financière⁸.

On est ainsi amené à associer au ralentissement de la productivité du travail dans le secteur non-manufacturier une fraction importante de l'accélération de l'inflation et de la dépréciation des termes de l'échange interne qui intervient au cours des années 1966 à 1973. A une baisse de 1,5 % de la productivité non-manufacturière, équivalente à celle observée entre les périodes 1957-1966 et 1966-1973, correspondent d'après le modèle une inflation supplémentaire de 3 % et une baisse du prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière de 3,6 %. Les inflexions observées, respectivement 2,4 % et 1,4 %, sont bien évidemment difficiles à relier directement à une simulation analytique. On peut cependant noter qu'au cours de cette période deux facteurs : la dépréciation du change (voir ci-dessous) et le ralentissement de la productivité manufacturière contribuent à un freinage de la baisse des termes de l'échange interne.

L'impact de la baisse tendancielle du dollar

Au sein de la régulation de l'économie américaine, le taux de change tient un rôle original qui ne s'apparente que partiellement au schéma théorique de l'économie ouverte. La simulation d'un mouvement de dépréciation nominale continue du dollar atteignant 5 % par an, chiffre comparable à la dépréciation réelle observée entre 1970 et 1979, permet d'explicitier les mécanismes essentiels mis en œuvre (tableau III.G., 1^{er} variante).

8. Le modèle ne simule pas de lien automatique entre endettement et investissement. Son utilisation comme outil de simulation implique que l'on revoie les hypothèses exogènes quand les déséquilibres s'accroissent.

L'augmentation du taux de croissance au cours des premières années est globalement modérée. Seul le secteur manufacturier dont les échanges extérieurs sont très sensibles aux prix relatifs connaît un regain d'activité notable (1,1 % par an). A moyen terme, la croissance globale s'accélère pour atteindre un taux annuel supérieur de 1,5 % à la référence. Bien plus que le commerce extérieur dont le poids demeure limité pour une économie peu ouverte, c'est la consommation qui tire la croissance. C'est ainsi d'abord par la modification des rapports de force qui déterminent le partage des revenus internes que le taux de change agit sur l'activité économique.

Le développement de l'inflation est lent dans la mesure où les produits importés ont un faible poids dans la demande interne. Le secteur manufacturier bénéficie ainsi largement de l'avantage lié à la dévaluation et améliore simultanément ses marges et sa compétitivité, assurant le maintien d'un excédent commercial. Par ailleurs bien que sous-indexés les salaires réels n'ont pas à souffrir trop de l'inflation et l'augmentation des emplois manufacturiers conduit au total à une hausse des revenus réels dès la troisième année.

A moyen terme la situation est profondément transformée par la montée des déséquilibres : taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie et taux de chômage. Les tensions sur le marché du travail autorisent un rattrapage des salaires manufacturiers par les salaires non-manufacturiers. Le niveau relatif de ceux-ci s'accroît de 1,8 % par an. En conséquence l'inflation se développe dans le secteur non-manufacturier puis s'étend à l'ensemble de l'économie.

Le prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière après s'être apprécié grâce à l'atténuation des contraintes extérieures induite par la dévaluation se détériore donc à moyen terme de 1,3 % par an. Ce mouvement rythme celui du taux de profit qui s'accroît fortement au cours des premières années puis tend à décroître tout en restant durablement supérieur à la référence.

Il faut noter que globalement l'érosion cumulative du dollar a pour conséquence une remontée du poids de l'industrie qu'on le mesure en terme de valeur ajoutée ou en terme d'emploi. Le différentiel de croissance entre les secteurs manufacturier et non-manufacturier atteint à moyen terme 1,0 % pour la valeur ajoutée et 0,8 % pour l'emploi. Cependant ni le taux d'investissement, dont le niveau ne dépasse la référence que de 0,3 % à moyen terme, ni la productivité du secteur manufacturier, dont le taux de croissance augmente de 0,3 %, ne sont véritablement infléchis.

Trois conclusions peuvent être tirées de cet exercice variantiel :

— tout d'abord le taux de change intervient plus par la mise en jeu de

mécanismes internes que par l'amélioration du commerce extérieur. Celle-ci conduit bien initialement à un développement de l'emploi mais c'est la croissance induite de la consommation qui donne lieu à une expansion autoentretenu. Par ailleurs les profits manufacturiers bénéficient du relèvement des termes de l'échange interne qu'autorise l'atténuation des pressions compétitives sur l'industrie ;

— la dévaluation continue du dollar ne peut assurer un renversement durable des conditions de valorisation de la production industrielle. A terme l'économie doit compter avec une inflation structurelle liée aux tensions sur le marché du travail. Celle-ci ne saurait, à la différence d'une inflation « importée », disparaître avec le seul arrêt de la dépréciation monétaire ;

— enfin il s'avère que les ordres de grandeur mis en jeu interdisent d'imputer à la seule dépréciation du dollar au cours des années soixante-dix, la stabilisation des termes de l'échange interne malgré l'effondrement de la productivité non-manufacturière. Face à une chute de 1 % du taux de croissance de celle-ci le modèle indique qu'il aurait été nécessaire de dévaluer de plus de 20 % par an pour maintenir stable le prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière au cours des cinq premières années.

Si l'on se limite aux variantes présentées dans le tableau il apparaît clairement que les différents facteurs ayant affecté la demande, interne (variante politique budgétaire) et externe (variante demande mondiale)⁹, ont nettement contribué à cette stabilisation.

D'un côté la baisse de productivité du secteur manufacturier, liée à la récession a poussé à une augmentation des coûts et des prix. De l'autre la dépression du marché du travail a accentué la baisse relative des salaires non-manufacturiers.

2. Quels arbitrages pour les années 1980 ?

Le jeu de simulations réalisé permet de mieux évaluer les enjeux des prochaines années en éclairant les dynamiques à l'œuvre au sein de l'économie américaine.

Dynamiques macroéconomiques

Il s'avère que les ressorts fondamentaux de la croissance des États-Unis ne sauraient être recherchés au niveau de l'évolution de la productivité ou d'une érosion régulière du dollar. D'un côté l'impulsion qui pourrait

9. Les variantes présentées correspondent à une hausse de demande, l'effet d'une baisse de demande est très proche de ce que l'on obtient en inversant tous les signes des résultats fournis.

résulter de gains de productivité de l'industrie manufacturière ne peut-être que modeste dans la mesure, où les structures de consommation étant rigides à moyen terme, elle ne transite que par une amélioration des échanges extérieurs et de la productivité manufacturière. Les seuls effets qui dominent vraiment sont ici la désinflation et l'accroissement du chômage. Tandis que de l'autre côté la création d'emplois dans les activités non-manufacturières, si elle ne correspond pas à un accroissement structurel de la demande de nouveaux biens ou services non produits par l'industrie, induit très rapidement un dérapage inflationniste défavorable à l'industrie. Enfin la relance associée à une dépréciation du change s'avère coûteuse en inflation.

C'est en fait au sein de la formation de la demande, et d'abord de la demande de consommation, que se trouvent les potentialités d'un redémarrage de l'économie américaine. Il est évident que les transformations structurelles du mode de consommation ne sont pas réductibles à une modélisation macroéconomique mais doivent faire l'objet d'hypothèses prospectives.

Un deuxième enseignement important peut être retiré de ces simulations : la structuration duale du système de prix relatifs internes à l'économie américaine diffère profondément du schéma d'économie « concurrentielle » ou « scandinave » qui a été appliqué aux économies européennes :

- l'influence de la concurrence internationale dans la formation des prix à la production et à l'exportation du secteur manufacturier est modérée ;
- à court-moyen terme les salaires réels sont indépendants des fluctuations de la productivité ;
- enfin, l'existence de distorsions sectorielles importantes au sein de la régulation salariale est un déterminant essentiel de la formation du prix relatif et donc des profits du secteur manufacturier.

Les coûts d'une réindustrialisation

La prise en compte des distorsions internes à l'appareil productif américain, même à un simple niveau bisectoriel, autorise une analyse de l'interaction entre transformations structurelles et évolutions macroéconomiques. Les différentes simulations présentées ci-dessus ont ainsi mis en évidence l'existence de grands arbitrages qui permettent d'évaluer certains des coûts d'une véritable réindustrialisation, condition d'un renouveau de la domination américaine sur l'économie mondiale. En termes macroéconomiques le dynamisme de l'industrie passe soit par une croissance des gains de productivité, condition de la rentabilité et de la compétitivité, soit par une amélioration des termes de l'échange interne qui, en contribuant au maintien des profits industriels, autorise une accumulation équilibrée.

Comme on l'a vu le développement, toutes choses égales d'ailleurs, de la productivité industrielle ne saurait créer en soi de nouvelles conditions de croissance. L'amélioration des profits de l'industrie a pour contrepartie une déflation durable et un accroissement du chômage difficilement compatibles avec les perspectives démographiques des États-Unis. Dans quelle mesure peut-on envisager que, comme cela a été le cas depuis dix ans, l'évolution du chômage puisse être freinée par l'accroissement des emplois dans les secteurs non-manufacturiers ? On peut évaluer à 0,4 % la hausse du taux de croissance de l'emploi de ces secteurs qui serait nécessaire pour stabiliser la montée du chômage induite par un gain de 1 % de productivité manufacturière à court-moyen terme. Un calcul rapide montre que la stabilisation du chômage que l'on pourrait obtenir dans ces conditions est à terme extrêmement désavantageuse pour l'industrie dont le prix relatif s'effondre (-0,9 % par an au cours des cinq premières années, -1,7 % par les cinq années suivantes) et entraîne une érosion cumulative des profits. Pour l'économie dans son ensemble la création d'emplois dans les secteurs qui fixent leurs prix dans des conditions monopolistes conduit à un dérapage inflationniste généralisé (prix de la consommation : +0,3 % de 0 à 5 ans, +0,7 % de 5 à 10 ans) qui annule les bénéfices issus du regain d'efficacité simulé pour l'industrie.

Si l'on se situe dans une perspective de moyen-long terme on est conduit à rejeter l'idée d'un schéma vertueux qui assignerait au secteur industriel le maintien de la compétitivité extérieure tandis que la masse des emplois serait créée dans les activités non-manufacturières. Un scénario plausible doit ainsi soit mettre en cause la stabilité de la dynamique macroéconomique interne en considérant par exemple que pour maintenir l'emploi le fractionnement salarial doit s'aggraver, soit admettre la persistance d'une phase durable de déflation comme condition d'une réindustrialisation.

On a discuté en détail dans la partie précédente l'impact de diverses variables macroéconomiques sur les termes de l'échange interne. Les simulations présentées ont montré comment la dévaluation du dollar ne peut avoir qu'un impact limité, et coûteux en inflation, sur le prix relatif de la valeur ajoutée industrielle alors qu'au contraire la montée du chômage liée à la récession est un facteur explicatif important de la stabilisation des profits industriels après 1973.

Si l'on se place du point de vue des autorités américaines la mise en œuvre de politiques budgétaires restrictives semble donc devoir être une stratégie favorable non seulement à la désinflation mais aussi au rétablissement de la rentabilité industrielle¹⁰. L'aggravation du chômage qui est la

10. Les résultats d'une baisse des dépenses publiques se lisent en inversant les chiffres de la 4^e colonne du tableau III.G. Voir note ci-dessus.

clef de cet enchaînement «vertueux» est cependant extrêmement forte surtout si l'on tient compte de la situation présente. Ici aussi il est possible d'évaluer les conditions dans lesquelles pourraient être réduits les coûts d'une telle stratégie.

Tout d'abord, bien qu'il ne s'agisse pas d'une variable de «commande» de la politique économique, on peut envisager que le mouvement structurel de créations d'emplois dans les secteurs non-manufacturiers se poursuive.

Le cumul des deux simulations montre qu'une telle combinaison ne règle rien. En effet d'une part l'apurement déflationniste induit par la politique budgétaire restrictive est plus que compensé par le dérapage des prix du deuxième secteur. D'autre part le secteur manufacturier paye beaucoup trop cher le développement de l'emploi manufacturier: sa croissance stagne et ses profits chutent durablement à la suite de la baisse cumulative du prix relatif de sa valeur ajoutée.

La marge de manœuvre des autorités apparaît plus grande en ce qui concerne le taux de change du dollar, surtout dans la mesure où la réévaluation extrêmement brutale de la monnaie américaine semble créer des conditions favorables à une érosion modérée. Si l'on en croit les évaluations fournies par les simulations il faudrait cependant une forte dépréciation du dollar pour avoir une action significative sur l'emploi. Considérant toujours la simulation de référence où les dépenses publiques sont durablement réduites de 1 %, une dévaluation du dollar de 3 % par an est nécessaire pour stabiliser le chômage à 5-10 ans. Dans de telles conditions il est clair que l'inflation tend à redémarrer. Cependant contrairement au cas précédent les profits industriels s'améliorent à la suite de l'effet conjoint du freinage des salaires non-manufacturiers (les premières années le chômage s'aggrave) et de l'allègement de la contrainte extérieure.

Se dessinent ainsi les grands traits d'une hypothèse de nature différente. Le renouveau de l'industrie pourrait s'appuyer sur un développement de l'équipement de secteurs de services plus intégrés à l'industrie et dont l'efficacité irait en s'accélégrant. Une telle hypothèse remet en cause plusieurs dynamiques de base du modèle présenté ci-dessus. La transformation des qualifications de la main d'œuvre du deuxième secteur implique une modification progressive des formes que revêt la régulation salariale. Le caractère plus intégré de l'appareil économique relativise le rôle des termes de l'échange interne. Enfin le différentiel de croissance de la productivité entre les deux secteurs devrait tendre à se réduire¹¹.

11. Le scénario bas du Department of Labor retient l'hypothèse d'un différentiel de croissance de la productivité entre les secteurs manufacturier et non-manufacturier qui se réduit de 0,9 % de 1973 à 1979 à 0,7 % de 1980 à 1985 et à 0,4 % de 1985 à 1990.

A paramètres inchangés, la simulation des gains de productivité dans le secteur non-manufacturier¹² permet de repérer l'importance des inflexions macroéconomiques mises en jeu. Le poids du secteur non-manufacturier dans l'emploi et la valeur ajoutée totale, les caractères spécifiques de la formation de ses prix et de ses salaires conduisent à une forte réduction de l'inflation et de la croissance. Comparée aux simulations d'une politique budgétaire restrictive ou de gains de productivité manufacturière cette variante se distingue à court-moyen terme par un « coût en chômage » de la déflation nettement moindre. Par ailleurs les termes de l'échange interne s'infléchissent à l'avantage du secteur manufacturier à travers des mécanismes opposés à ceux qui ont été décrits plus hauts. Sont ainsi réunies des conditions de rentabilité relativement favorables à l'industrie et un environnement économique qui voit les disparités structurelles entre les secteurs se réduire.

Il est clair cependant qu'une telle variante ne prend vraiment tout son sens que si on lui associe une hypothèse de transformation de la norme de consommation se traduisant par un renouveau endogène de la demande interne¹³.

Compte-tenu de l'ampleur de l'hypothèse de dépréciation du change retenue ici il est certain qu'on peut difficilement envisager la combinaison durable d'une politique restrictive interne et d'une baisse tendancielle du dollar. Ces simulations soulignent cependant que, dans la mesure où elles souhaitent favoriser un mouvement de réindustrialisation tout en freinant l'aggravation du chômage, les autorités américaines devraient être contraintes à éviter une appréciation excessive du dollar.

Vers une industrialisation des services ?

Des exercices présentés ci-dessus se dégage l'impression d'une barrière structurelle interdisant, sauf au prix d'une déflation généralisée ou d'une érosion de la monnaie, une réindustrialisation se traduisant uniquement par des gains de productivité accrus et ou par une inflexion des termes de l'échange interne. Les travaux prospectifs réalisés par le gouvernement américain¹⁴ confirment qu'au mieux on devrait assister au cours des dix prochaines années à une stabilisation des positions relatives des secteurs manufacturier et non-manufacturier. C'est *au sein* des deux grands secteurs que se joueront les transformations structurelles avec le développement des secteurs producteurs de biens durables pour le manufacturier et des services liés à la santé pour le non-manufacturier.

12. La simulation d'un accroissement de 1 % de l'emploi non-manufacturier est équivalente ex-ante à une *baisse* de productivité de 1 %. Comme on l'a vu on peut lire l'effet approximatif d'une hausse tendancielle de productivité en inversant les signes des résultats présentées dans la 3^e colonne du tableau III.6.

13. Voir la dernière partie de ce numéro.

14. *Economic projections to 1990*, U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, mars 1982.

